

LA UNE D'UN CONGRES A L'AUTRE

Nancy : La France est le pays-hôte du [Sommet du G7](#) qui aura lieu du 15 au 17 juin 2026 à Évian-les-Bains et elle en assure la présidence. C'est dans le cadre de celle-ci que Nancy accueille, les 3 et 4 juin le [Sommet international des Maires Urban7](#). Pour la première fois dans l'histoire du G7, Urban7 est reconnu comme groupe d'engagement officiel, consacrant ainsi le rôle essentiel des villes et des collectivités locales face aux grands défis contemporains : changement climatique, cohésion sociale, résilience démocratique, sécurité des territoires et innovation publique. Les maires de plus de 15 pays, mais aussi des représentants institutionnels et experts de haut niveau, sont attendus. Les travaux donneront lieu à l'adoption de la Déclaration de Nancy, en amont du Sommet des chefs d'État et de gouvernement.

Nancy encore : pour inventer les services eaux et déchets de demain

L'Astee, association des professionnels de l'eau et des déchets, tient son 105^e congrès du 15 au 18 juin 2026. Celui-ci réunira plus de 600 participants (élus, décideurs, scientifiques et chercheurs, ingénieurs et techniciens de l'eau, de l'assainissement, des déchets et de l'environnement) autour du thème : *Inventons ensemble, les services Eau et Déchets de demain*. Le focus général porte sur les enjeux de décarbonation avec un focus territorial sur les questions transfrontalières. L'Astee édite [la revue TSM](#) depuis 1906.

Metz : un symposium sur le harcèlement

Le 16 juin 2026, l'Institut européen pour le développement des relations sociales (IEDRS) crée l'évènement avec le premier symposium dédié à la prévention et au traitement du harcèlement : "[Le harcèlement n'est pas une fatalité : perspectives et solutions](#)". Ce symposium se déroulera à l'Arsenal en présence d'intervenants directement impliqués dans la lutte contre le harcèlement : journalistes, personnalités publiques et politiques, dirigeants d'entreprise, experts, avocats, psychologues, etc. [En savoir plus](#)

Reims : les collectivités territoriales face aux défis de la souveraineté numérique

Chaque année, le congrès du coTer Numérique s'impose comme un temps fort incontournable pour les décideurs IT (technologies de l'information) de collectivités engagées dans la transformation numérique. Avec plus de 1300 participants en 2025, l'évènement dépasse largement le cadre d'un simple salon professionnel : il constitue un véritable espace stratégique de réflexion et d'anticipation. Le congrès 2026, c'est [à Reims les 23 et 24 juin](#).

Strasbourg : les Assises nationales de la protection de l'enfance

Les Assises nationales de la protection de l'enfance s'attachent à mieux expliciter les besoins fondamentaux des enfants confrontés à des situations de danger ou de vulnérabilité. [L'édition 2026, au Palais de la Musique et des Congrès les 25 et 28 juin](#), invite particulièrement à mieux explorer les ressources que peuvent constituer les proches, les membres de la famille, les tiers dignes de confiance, les parrains et plus largement les figures qui comptent dans la vie de l'enfant. Ces Assises s'inscrivent enfin dans un contexte de terrain profondément fragilisé, marqué par des publics de plus en plus vulnérables, des professionnels éprouvés et des moyens contraints, notamment en matière de prévention et de soins spécialisés.



PROTECTION DE L'ENFANCE

Les Udaf et leurs DPF en réseau régional pour la protection des enfants

L'Unaf et son réseau accompagnent près des deux tiers des familles bénéficiant d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion de budget familial (MJAGBF). Ainsi, sont concernés plus de 30 000 enfants. Les Délégué(e)s aux Prestations Familiales (DPF) des 10 départements de la région (Groupement Grand Est) se réunissent régulièrement autour d'un enjeu central : la place de l'enfant dans la MJAGBF, mesure qui s'exerce auprès des parents, dans l'intérêt de l'enfant, par la gestion des prestations familiales. Lire le "retour" de l'[UDAF 54](#) (mars 2026). Structures-ressources : [Carrefour national des délégués aux prestations familiales](#) (voir [le Forum de mars 2026](#)) et bien sûr [l'Unaf et son référentiel des pratiques](#).

Crise de l'aide sociale à l'enfance (ASE) : quelles solutions ?

340 000 mineurs et jeunes adultes sont suivis par l'ASE. La protection de l'enfance repose sur des mesures administratives, fondées sur l'adhésion des familles et pilotées par les départements dans le cadre de l'ASE, et des mesures de protection judiciaire, mises en œuvre par les services de l'ASE et ceux de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), qui dépend du ministère de la Justice. Elles constituent en moyenne 80% des mesures d'ASE. La protection de l'enfance traverse une crise multifactorielle. Des faits de maltraitance envers les enfants ont été révélés. Des professionnels expriment leur souffrance au travail. Un [rapport](#) sénatorial du 28 avril 2026 révèle que l'[aide sociale à l'enfance \(ASE\)](#) souffre de défaillances majeures qui l'empêchent de répondre efficacement aux besoins des enfants. Le rapport avance un certain nombre de pistes pour y remédier. [Lire l'article](#).

Au cœur des priorités du Défenseur des Droits

Depuis le début de ce mandat (2020-2026), la Défenseure des droits, Claire Hédon et son adjoint, Eric Deleamar, Défenseur des enfants, ont placé la protection de l'enfance au cœur de leurs priorités. Début 2025, c'est un cri d'alarme sur l'état dans lequel se trouve la protection de l'enfance en France que lance la Défenseure. L'institution a publié en 2025 une décision cadre ([Décision-cadre 2025-005](#)), forte de plus de 40 recommandations, qui dresse le constat accablant d'un système à bout de souffle, miné par des "lourdes défaillances" qui mettent en danger la sécurité et le bien-être de milliers d'enfants vulnérables.

Accompagnement des jeunes majeurs : de fortes inégalités territoriales

L'approche de la majorité pour les jeunes pris en charge par l'aide sociale à l'enfance (ASE) signifie un changement de la logique de solidarité publique à leur égard. Entre 18 et 21 ans, ces jeunes peuvent alors se retrouver dans des situations difficiles. [Une étude](#) soutenue par le Défenseur des droits et l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep) met leur situation en lumière.

Mineurs étrangers non accompagnés : quel dispositif de prise en charge ?

Un mineur non accompagné (MNA) est un enfant de moins de 18 ans, de nationalité étrangère, présent sur le territoire français sans être accompagné d'un adulte (titulaire de l'autorité parentale ou représentant légal). Les MNA sont avant tout des enfants et doivent donc bénéficier de l'ensemble des droits prévus par la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE). En vertu du principe de non-discrimination (article 2 de la CIDE), les mineurs étrangers présents en France ont les mêmes droits que les mineurs de nationalité française. La protection de l'enfance a pour but de "prévenir les difficultés que peuvent rencontrer les mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille et d'assurer leur prise en charge" (Code l'action sociale et des familles). Elle s'applique donc légitimement aux MNA. Cependant, pour eux, l'insertion est un parcours où interviennent associations, collectivités territoriales et institutions judiciaires. Mais, cette prise en charge est-elle suffisante ? [Lire l'article](#).



IMMIGRATION INTEGRATION

Trajectoires et Origines 2 : enquête inédite

Le 21 mai 2026 est paru aux Éditions de l'Ined l'[ouvrage collectif issu de l'enquête Trajectoires et Origines 2 \(TeO2\)](#). Il apporte un éclairage inédit sur les trajectoires des immigrés, de leurs descendants et plus largement sur la diversité de la société française. L'ouvrage analyse les inégalités, les discriminations, les parcours scolaires et professionnels, les pratiques culturelles, les appartenances ou encore les expériences de racisme. Dans un contexte où les controverses sur l'immigration, l'intégration et les discriminations occupent une place centrale dans l'espace public, cette publication propose des résultats fondés sur une méthodologie rigoureuse et un échantillon de grande ampleur représentatif de la diversité des populations de France métropolitaine, pour éclairer le débat. Il est le second volet d'un dispositif statistique majeur initié par l'Ined et l'Insee en 2008-2009 (TeO1). [Lire la présentation](#).

Une exposition temporaire au Palais de la Porte Dorée à Paris

L'une des contributrices de l'ouvrage *TeO2* est Farah Clémentine Dramani-Issifou, commissaire d'une exposition qui ouvrira le 5 juin au Musée de l'histoire de l'immigration, "[Aux origines, regards croisés sur le racisme et les discriminations](#)".

Le fait discriminatoire

Aux proclamations solennelles d'un grand principe – l'égalité –, à son inscription de plus en plus forte dans le droit positif s'oppose une réalité massive, plutôt stable, si ce n'est en progression : le fait discriminatoire. En France où la République aime à se penser universelle et *colourblind*, ce fait apparaît souvent minimisé, et même dénié, au point qu'on interdise ou rende difficile la mesure même de certaines discriminations. [A écouter](#) (France Culture).

Immigration : l'évolution des politiques pour l'intégration depuis les années 1970

L'émergence d'une politique d'intégration des personnes étrangères ou immigrées est relativement récente. Pendant les Trente Glorieuses (1945-1973), les étrangers, souvent célibataires, étaient perçus comme une main-d'œuvre n'ayant pas vocation à s'installer en France. Un tournant s'opère avec l'arrêt de l'immigration de travail en 1974. Dans une [étude](#) publiée le 29 avril 2026, l'Institut national d'études démographiques (INED) fait le point sur le recours au dispositif de regroupement familial, mis en place en 1976 ([lire l'Eclairage](#)). En 1982, est créée l'[Agence pour le développement des relations interculturelles](#) (ADRI) qui a pour but de favoriser l'échange et le dialogue interculturels en vue de l'insertion sociale et professionnelle des populations étrangères et d'origine étrangère dans la société française. Les jeunes issus de l'immigration se rendent plus visibles et revendiquent leur appartenance à la société française et la reconnaissance de leurs droits de citoyens ([Marche pour l'Égalité](#) 1983, [Convergence 84](#), expositions [Les enfants de l'immigration](#), à Beaubourg 1984, et [Strasbourg Ville en couleurs](#) 1985). Sous le gouvernement de Michel Rocard en 1988, le terme d'[intégration](#) s'impose... En 2009, l'[Office français de l'immigration et de l'intégration \(OFII\)](#) est créé. Le contrat d'accueil et d'intégration (CAI) puis le contrat d'intégration républicaine (CIR) et le "contrat d'engagement au respect des principes de la République" (2024) marquent l'engagement de l'étranger dans un parcours d'intégration républicaine. Depuis le 1^{er} janvier 2026, les étrangers doivent avoir réussi à un examen civique et atteint le niveau de langue A2 pour obtenir une carte de séjour pluriannuelle et le niveau de langue B1 pour obtenir une carte de résident ([voir le référentiel](#)). Cela n'obère cependant pas "la nécessité d'une approche globale de tous les leviers de l'intégration (emploi, logement, droits sociaux) permettant des parcours sans ruptures" ([rapport d'Aurélien Taché](#), 2018). Pour en savoir plus : [lire l'article complet](#), et [Chronologie : les lois sur l'immigration depuis 1974](#) ainsi que l'analyse de *The Conversation* ([22 mai 2026, le cas belge](#)).



LOGEMENT

Un nouveau ratio pour le logement social

La demande de logement social atteint des sommets historiques – 2,9 millions de ménages en attente fin 2025. Paradoxalement – mais il s’agissait de donner satisfaction aux collectivités territoriales plutôt qu’aux demandeurs en attente-, le ratio qui permet de déterminer le niveau de tension a été relevé par le Gouvernement. On appelle désormais "zone tendue" un territoire (agglomération) qui enregistre plus de 5,5 demandes pour une attribution. C’est le nouveau ratio déterminé par le décret du 29 janvier 2026 - il était auparavant de 4 demandes pour une attribution. Concrètement, cela permet à 87 agglomérations et 144 intercommunalités d’échapper à l’obligation de produire 25 % de logements sociaux au lieu de 20 % pour les territoires moins tendus. Un autre décret du même jour exempte 121 communes de toute obligation, soit en raison de leur faible attractivité, faible tension soit très logiquement pour des raisons d’inconstructibilité. [Lire l’article](#).

Un nouvel avantage fiscal pour les bailleurs privés

Face à la pénurie de logements, le Gouvernement lance [le plan Relance logement](#) pour accélérer la construction et faciliter l’accès à un logement abordable. Objectif : créer un choc d’offres pour atteindre 2 millions de nouveaux logements d’ici 2030. Il repose notamment sur un dispositif fiscal (appelé aussi Jeanbrun) destiné à inciter les particuliers à investir dans le locatif.

Le nouveau dispositif Prime Rénov

Depuis le 23 février et la promulgation de la loi de finances pour 2026, le guichet de dépôt des dossiers *Ma Prime Rénov* a rouvert. Critères d’éligibilité, montants des aides, démarches... Voici [tout ce qu’il faut savoir](#) pour bénéficier de l’aide de l’État pour vos travaux en 2026.

Les pièges du bail civil

L’impunité n’est plus de mise pour les agences immobilières proposant des biens à louer en "[bail civil](#)", afin que les propriétaires puissent échapper à l’encadrement des loyers et aux autres règles protectrices des locataires. La direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) s’attaque à ce phénomène en plein essor.

Les discriminations dans le logement

Trouver un logement peut parfois s’avérer difficile, mais il est important de savoir que toutes les décisions de refus ne sont pas légales. La discrimination dans le logement est strictement interdite par la loi. Quels sont les critères interdits ? Qui est protégé ? Comment reconnaître une discrimination et quels recours existent ? [Les conseils de l’Anil](#). Lire aussi : [une nouvelle identité digitale pour l’Anil](#), pensée pour le grand public.

Vous et votre logement social

Une [étude sur les ménages locataires du parc social](#) est actuellement menée par la société *La Voix du Client*, pour le compte de l’Agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS). Elle a pour objectif de mieux connaître la situation des locataires, leur ressenti sur le logement occupé, leur quartier ainsi que leurs difficultés éventuelles. Lire aussi : [Quelle est la part du vieillissement des attributaires dans la baisse de la mobilité au sein du parc social ?](#) (ANCOLS)

L’énergie dans le parc social

"Une réflexion doit être engagée avec les bailleurs sociaux et l’ensemble des parties prenantes afin de promouvoir les pompes à chaleur dans le parc social", déclare la ministre de la Transition écologique, à l’occasion du lancement d’un groupe de travail sur l’électrification du Bâtiment. [C’est à lire ici](#).



DOSSIER

Enquête 2026

Experte des réalités de vie des familles, l'Unaf s'est dotée d'un baromètre annuel. L'institut OpinionWay, pour l'Unaf, prend le pouls des familles autour de ces questions : conciliation, politique familiale, difficultés parentales, budget. Les chiffres 2026 confirment un décrochage du pouvoir d'achat et une attente des parents vis-à-vis des pouvoirs publics. [Lire ici](#).

Un enfant si je veux quand je veux

Le nombre de naissances connaît une baisse régulière depuis 2010, avec un niveau historiquement bas de la fécondité. L'[indicateur conjoncturel de fécondité \(ICF\)](#) poursuit sa baisse : il s'établit à 1,56 enfant par femme en 2025. Il s'agit du plus faible niveau depuis 1917. Si les facteurs extérieurs agissent sur la volonté d'avoir des enfants, les politiques publiques ont aussi leur importance. Au-delà des moyens, c'est une articulation cohérente entre congé parental et accueil du jeune enfant qui produit les résultats les plus durables sur la fécondité. Le Haut-Commissariat à la stratégie et au plan (HCSP), dans [une note publiée le 5 mai 2026](#), préconise de consolider le système d'accompagnement des parents. [Lire l'article](#). [Lire l'éditorial de Clément Beaune](#)

Le point de vue de l'Unaf

L'Union nationale des associations familiales défend l'idée d'un désir d'enfant toujours réel mais mis en difficulté par les freins matériels. S'appuyant sur plusieurs sondages, l'Unaf observe peu d'évolution entre 2011 et aujourd'hui. Les politiques publiques doivent aider les gens à avoir le nombre d'enfants qu'ils souhaitent, réaffirmait son président, Bernard Tranchand, en début d'année lors d'une [conférence de presse consacrée à la dénatalité](#).

Un rapport pour le soutien à la parentalité

Dans le contexte de baisse de la natalité, le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge s'interroge, dans [un rapport](#) remis le 7 mai 2026, sur la place de l'enfant dans la société et propose des pistes pour aider les parents à faire face à la charge mentale et financière que peut représenter l'éducation d'un enfant.

Pouvoir d'achat : un décalage croissant entre statistiques et vécu

Entre 2017 et 2024, les chiffres officiels font apparaître une progression d'ensemble d'environ 13% du pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB) des ménages. Toutefois, cette hausse ne reflète pas l'expérience vécue par la majorité de la population, qui tire l'essentiel de ses ressources de son travail. Un [rapport](#) a été publié par l'Assemblée nationale, le 4 mai 2026, en conclusion des travaux d'une mission d'information sur l'évolution du pouvoir d'achat en France depuis 2017 au regard des indicateurs de prix et de consommation. [Lire l'article](#).

Budget des familles

Factures d'hôpital ou de cantine non réglées, loyers impayés, des millions de ménages ont déjà vécu des saisies sur compte. Elles sont toujours assorties de frais bancaires. L'Unaf publie [une enquête inédite](#) sur ces frais de saisie qui frappent les familles en difficulté financière.

Prendre soin de nos enfants et de leurs parents

Et si l'enfant perturbateur en classe était avant tout un enfant en souffrance ? Dans son livre "[Cet enfant qui dérange à l'école](#)", Anne Raynaud, psychiatre, invite à changer de regard : derrière les comportements inadaptés se cachent souvent des émotions mal comprises et un appel à l'aide. Mais pour accompagner les enfants, il faut aussi accompagner les adultes. Anne Raynaud est la fondatrice des [Instituts de la Parentalité](#). Pour en savoir plus, [lien vidéo](#).



EDUCATION

Circulaire de rentrée 2026 : priorités pédagogiques pour l'année scolaire 2026-2027

Près de deux mois à l'avance, la circulaire de rentrée 2026 est parue au [Bulletin officiel de l'éducation nationale du 7 mai 2026](#). L'année scolaire 2026-2027 ne verra pas de nouvelles réformes structurelles mais permettra la consolidation de réformes engagées. Le texte resserre les enjeux pédagogiques autour de deux priorités : l'acquisition du langage ; l'acquisition et le développement du raisonnement scientifique. Ces "priorités pédagogiques absolues" doivent renforcer l'amélioration du climat scolaire comme nécessité éducative. [Lire l'article](#).

Uniforme à l'école : des effets limités sur le comportement et les acquis des élèves

En 2024 et 2025, une centaine d'établissements scolaires volontaires ont expérimenté, en lien avec leur collectivité territoriale de rattachement, le port d'une tenue vestimentaire commune par les élèves. Quel premier bilan en tirer ? Un [document de travail](#) publié le 12 mai 2026 par le ministère de l'Éducation nationale dresse un premier bilan. [Lire l'article](#).

Près d'un lycéen sur quatre cumule études et activité rémunérée

Emplois dans les secteurs de la restauration ou de la livraison, emplois familiaux, petits boulots, revente en ligne... près d'un quart des lycéens cumulent les études au lycée et une activité rémunérée. Toutefois, ce phénomène reste mal connu et souvent minimisé par la communauté éducative, sauf en cas d'interférences négatives avec la scolarité. Le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq) a publié, le 24 mars 2026, une [étude](#) sur le "travail lycéen" en se fondant sur plus de 6 000 répondants au printemps 2025. Ce travail de recherche concerne toute forme d'activité donnant lieu à une contrepartie, monétaire ou autre, qu'elle soit formelle, informelle (emploi non déclaré), illégale par nature (trafic de stupéfiants, [prostitution](#)). Le Céreq invite à faire de ce sujet un champ de recherche à développer urgemment. [Lire l'article](#).

Vapotage : une expérimentation pour près de la moitié des lycéens

Entre 2015 et 2024, l'expérimentation du vapotage par les lycéens est passé de 35,1% à 46%. C'est ce que constate l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives dans une [étude](#) publiée le 29 avril 2026. L'usage de la cigarette électronique en France ne semble pas être un substitut au tabac mais de plus en plus un produit complémentaire, voire exclusif, signe d'un marketing ciblant les jeunes. [Lire l'article](#).

La pédagogie par le risque

Au Danemark, les enfants prennent davantage de risques, et ça pourrait contribuer à leur bien-être. Loin de la surveillance constante qui domine dans de nombreux pays, les parents danois laissent davantage leurs enfants expérimenter, se tromper et prendre des risques mesurés. Une philosophie éducative qui pourrait favoriser la confiance en soi et l'autonomie. [Lire l'article](#).

La natation à l'école

Si l'apprentissage de la natation fait partie des missions de l'école, il reste inégalement assuré selon les familles. Une [enquête de l'IFOP](#) révèle que 22% des parents déclarent que leur enfant n'a pas appris à nager dans le cadre scolaire. Un constat qui nourrit l'idée d'un soutien au renforcement de cet enseignement, tandis que l'accès aux piscines municipales demeure un enjeu central pour les Français. [Lire l'article](#).

La [loi du 20 mars 2026](#) relative à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver de 2030 dans les Alpes françaises prévoit des adaptations temporaires à plusieurs règles en matière d'urbanisme, de logement ou encore de santé et de travail. Elle contient également un volet sécurité. [Lire l'article](#).



DEVELOPPEMENT DURABLE

Le sport amateur est-il en sursis ?

Selon la [Grande Consultation du Sport 2025](#), plus de 75 % des responsables de clubs se déclarent vulnérables face au dérèglement climatique et aux crises énergétiques. Hausse du prix de l'énergie, canicules à répétition, manque de neige, érosion du littoral... Autant de réalités qui vont transformer profondément les conditions de pratique sportive. Comment continuer à faire vivre nos clubs tout en réduisant notre impact ? Quelles solutions concrètes pour demain ? Voir les rapports "[Décarbonons le sport](#)" (Shift Project, février 2025), "[Engager le monde du sport](#)" (WWF). Ressources : [Institut du Sport Durable](#).

Un guide du tourisme responsable

Face au dérèglement climatique, le tourisme responsable a pris son essor, avec des offres qui correspondent davantage aux préoccupations des voyageurs soucieux de leur empreinte carbone. Alors que les préparatifs pour les vacances d'été vont bon train, la banque éthique [la Nef](#) propose un [guide complet](#) pour organiser des voyages écoresponsables en 2026. [Lire l'article](#).

Canicule : à quoi s'attendre et comment s'adapter ?

C'est l'un des impacts les plus emblématiques du changement climatique : la France fait face à des vagues de chaleur de plus en plus fréquentes et intenses. Végétaliser, isoler les bâtiments, prévenir, etc : des solutions existent pour en atténuer les effets ressentis. Elles sont à amplifier rapidement pour que notre pays, notamment les villes, restent vivables. Ressources : [Centre de ressources pour l'adaptation au changement climatique](#).

Rapport Copernicus 2025 sur le climat

L'Europe reste le continent qui se réchauffe le plus vite dans le monde. La hausse des températures accélère la fonte des neiges et des glaces. Pour la quatrième année consécutive, les mers européennes ont enregistré leur température moyenne de surface la plus élevée jamais mesurée. C'est ce qu'indique le [rapport Copernicus](#) publié le 29 avril 2026. L'Union européenne (UE) devrait avoir réduit ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 90% d'ici à 2040 par rapport aux niveaux de 1990. Le réchauffement climatique est une cause majeure de la dégradation de la biodiversité. La [stratégie européenne en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030](#) vise à protéger et à restaurer la biodiversité. Fin 2025, environ la moitié des actions recommandées étaient mises en œuvre ou achevées. [Lire l'article](#).

*

Ici on agit

Le groupe de presse Ebra organise à Strasbourg les 17 et 18 juin 2026 son nouvel évènement "[Ici On Agit](#)" (après Nancy en 2025). Cette initiative dédiée à la promotion d'un avenir durable réunit experts, acteurs de terrain et citoyens, pour des espaces d'échange et de réflexion autour des grands enjeux écologiques et sociaux. Ambition : inspirer, mobiliser et accompagner le passage à l'action.

Mieux mobiliser le potentiel des collectivités et associer les citoyens

Le récent rapport du [Haut Conseil pour le Climat](#)) met en avant la nécessité de politiques climatiques plus ambitieuses et mieux mises en œuvre au niveau des collectivités territoriales. Pour les villes les plus actives, remporter des prix tels que celui de Capitale Verte Européenne, rejoindre des réseaux tels que la [Convention Mondiale des Maires pour le Climat et l'Énergie](#) ou atteindre les objectifs d'émissions sont en soi des réalisations impressionnantes. Mais leur valeur est décuplée lorsque les villes communiquent activement ces succès à leurs habitants. [Lire l'article](#).



SANTE

Loi du 26 mai 2026 de simplification de la vie économique

Allègement des normes qui pèsent sur les petites entreprises, accès à la commande publique amélioré, nouveaux droits en matière de banque et d'assurance dommages, projets industriels et de *data centers* facilités... Que contient la [loi de simplification de la vie économique](#) dite "SVE"? L'un des marqueurs de santé environnementale du premier quinquennat d'Emmanuel Macron, la mise en place de ZFE ("zones à faible émission mobilité"), aura été finalement sauvé par le Conseil Constitutionnel, non pas tant sur le fond que sur la procédure. Leur abrogation, voulue par plusieurs forces politiques, est considérée par les Sages comme sans lien, même indirect, avec l'intention initiale du texte. Il en est de même pour l'article qui assouplissait le "zéro artificialisation nette" (ZAN), dispositif de lutte contre la bétonnisation des sols. Au total, le Conseil a censuré totalement ou partiellement 25 articles sur les 84 de la loi, dont celui qui rendait facultatifs les Conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux. [Lire l'article](#).

Loi du 26 mai 2026 sur l'accompagnement et les soins palliatifs

Définition de l'accompagnement et des soins palliatifs, nouvelles maisons d'accompagnement pour les malades en fin de vie et leurs proches, renforcement des directives anticipées... Que contient la [loi sur l'accompagnement et les soins palliatifs](#) du 26 mai 2026 ?

Hantavirus

Le hantavirus est un virus connu de longue date, depuis la guerre de Corée (Hantaan est le nom d'une rivière en Corée). Seules certaines formes (rares) sont transmissibles de l'animal (surtout les rongeurs sauvages) à l'homme. Il est particulièrement présent en Amérique du Sud. Un foyer d'infection a été découvert sur un bateau de croisière avec à son bord 149 passagers de 23 nationalités différentes. La dangerosité de la souche en présence étant avérée, des mesures de quarantaine ont été prises. Pour éviter tout risque de propagation du virus sur le territoire, un [décret publié le 11 mai 2026](#) précise un certain nombre de mesures sanitaires strictes concernant les personnes exposées aux risques d'infection. Le 14 mai 2026, Santé publique France publie un [document](#) sur la conduite à tenir pour les personnes cas contacts et leur entourage proche. L'Organisation mondiale de la santé estime le risque de pandémie très faible. [Lire l'article](#).

Établissements de santé : près de 4 000 décès par an liés à des infections nosocomiales

Les infections contractées en milieu hospitalier sont à l'origine d'environ 4 000 décès directs par an, soit davantage que la mortalité routière annuelle (3 260 personnes décédées en 2025) constate la Cour des comptes dans [un rapport d'avril 2026](#) sur la qualité des soins dans les établissements de santé. [Lire l'article](#).

Santé mentale des jeunes et citoyenneté

L'association *Citoyenneté Active Lorraine*, qui a tenu son Assemblée générale annuelle le 28 mai 2026 à la Salle Schepfer (Hôtel de Ville de Nancy), organise un Forum sur le thème "[Santé mentale des jeunes et citoyenneté](#)", au Conseil Départemental 54, le 26 juin 2026. Au programme : une présentation du rapport du CESER Grand Est d'octobre 2025 sur le sujet, des témoignages de médecins et experts, la participation d'Hervé Marchal, professeur de sociologie à l'Université de Bourgogne.

Priorité santé mentale ! Le guide pratique à destination des CCAS/CIAS

Face à la montée des troubles psychiques et aux besoins croissants dans les territoires, les CCAS/CIAS ont un rôle de premier plan à jouer. Avec "[Priorité santé mentale !](#)", l'Unccas (Union nationale) met à disposition un guide pratique pour accompagner les élus et professionnels dans leurs actions de prévention, d'orientation et d'accompagnement.

EN BREF.... MAIS IMPORTANT

✓ 100 ans de solidarité locale

L'Union nationale des Centres communaux d'action sociale (Unccas) prépare activement l'évènement du centenaire des solidarités locales, les 12 et 13 octobre 2026 à la Maison de la Radio et de la Musique. [Les inscriptions sont ouvertes](#). À cette occasion, elle lance [une série de podcasts](#) consacrée à l'histoire des solidarités locales, à celles et ceux qui les ont construites et à ce qu'elles disent encore de notre époque. Du 23 juin au 6 juillet 2026, l'Unccas invite les CCAS et CIAS à participer au [Défi des pas](#), une opération solidaire organisée par la Casden et Banque Populaire.

✓ Réforme des prestations sociales

Le gouvernement remet en chantier son [projet de réforme des prestations sociales](#) après les réserves formulées par le Conseil d'État et [les alertes de l'Unccas](#).

✓ Lutte contre les fraudes

Le Défenseur des droits propose, dans son [rapport remis le 23 avril 2026](#), un point d'étape sur l'utilisation des moyens numériques de contrôle reposant sur les algorithmes et l'intelligence artificielle (IA) et sur les risques éventuels de biais de discernement et de focalisation sur les catégories les plus précaires. [Lire l'article](#).

✓ Lutte contre la fraude sociale liée au travail dissimulé

La politique de lutte contre la fraude sociale liée au travail dissimulé vise à préserver les ressources de la protection sociale et les droits fondamentaux des travailleurs, à assurer une concurrence loyale et à garantir l'égalité devant l'impôt et les prélèvements sociaux. Un [rapport](#) publié le 16 avril 2026 par la Cour des comptes dresse un état des lieux critique de la lutte contre la fraude sociale due au [travail dissimulé](#) de 2019 à 2025.

✓ Euro numérique : les recommandations de la CNIL

L'euro numérique est destiné à compléter la monnaie unique actuelle à l'horizon 2029. C'est un projet à vocation politique et économique qui vise à renforcer la souveraineté européenne. Destiné à être l'équivalent numérique des espèces, il doit garantir un même niveau de facilité, d'anonymat et de confidentialité pour les usagers. [Lire l'article](#).

✓ L'actualité du Conseil d'Etat

Dans son discours d'installation à la vice-présidence du Conseil d'Etat le 21 mai 2026, Marc Guillaume a prononcé un discours fondamental pour réaffirmer la place de l'Institution au cœur de l'Etat de Droit. Les Avis consultatifs de la juridiction suprême de l'ordre administratif ont porté ce mois-ci notamment sur la [préparation de l'entrée en vigueur du Pacte européen sur la migration et l'asile](#), le [projet de loi visant à renforcer l'Etat local](#) (articuler son action avec les collectivités territoriales et sécuriser les décideurs publics), le [projet de loi relatif à la protection des enfants](#). Décision de justice : le Conseil d'Etat enjoint à l'Etat de [garantir un accès normal à la plateforme en ligne de l'ANEF](#). Lire le [Récit d'une année](#) (bilan d'activité 2025 du Conseil d'Etat).

✓ L'actualité du CESE

Le 20 mai 2026, les 175 conseillères et conseillers désigné.es pour la mandature 2026-2031 par les organisations représentatives de la société civile ont siégé pour la première fois au CESE. Et pour la première fois de son histoire, le CESE sera présidé par une femme, Claire Thoury, élue à l'issue d'un scrutin départageant deux candidats. Avant cela, Claire Thoury, docteure en sociologie, spécialiste des questions d'engagement, de démocratie et de participation citoyenne, a présidé le Mouvement associatif depuis 2021.

✓ Rapport annuel du Médiateur de l'eau

Le Médiateur de l'eau présente son [rapport annuel](#), dans lequel il constate une hausse des saisines. Ses recommandations interpellent le législateur. [Lire l'article](#).

L'Unaf, les Udaf et Uraf,
unis pour les familles